



MONTREUIL BAGNOLET

Communiqué des sections de Montreuil et de Bagnolet du Parti communiste français

L'annonce de l'extension de la déchéance de la nationalité à tous les binationaux nés en France suscite une émotion considérable dans tout le pays, d'autant plus forte dans des villes comme Bagnolet et Montreuil aux fortes traditions d'accueil et de solidarité. Si elle était appliquée, cette loi serait une honte et un reniement pour notre pays, et la création de facto de deux catégories de Français.

Cette situation a conduit nos deux sections locales du Parti communiste français à publier une lettre ouverte à l'intention du député de la circonscription, M. Razzy Hammadi, pour lui demander de rendre publique sa position politique avant l'ouverture de la cession parlementaire inscrivant à son ordre du jour la prolongation de l'état d'urgence et sa constitutionnalité, et la déchéance de nationalité.

M. Hammadi a invité les représentants du PCF à en débattre avec lui vendredi 29 janvier. Nous allons répondre à cette invitation, nous rencontrerons le député de notre circonscription pour réaffirmer plusieurs choses :

- Le débat sur la déchéance de nationalité imposé par MM. Hollande et Valls est une nouvelle légitimation de l'extrême droite, puisque cette mesure est directement tirée du programme du FN.
- Dans un climat de peur, de haine et de stigmatisation, la déchéance de nationalité est particulièrement inefficace, parce qu'elle ne désarmera pas les terroristes, dont l'objectif est non seulement de semer la mort en y perdant la vie, mais aussi de faire vaciller sur nos valeurs essentielles la République et la citoyenneté.
- Concernant l'état d'urgence, la réforme constitutionnelle présentée fait courir le risque d'un régime d'exception permanent et d'une aggravation des atteintes aux libertés constatées depuis quelques semaines, ciblant des personnes sans aucun lien avec des risques d'attentats. Elle est une mauvaise réponse aux terroristes, alors qu'il est parfaitement possible, en y consacrant les moyens humains nécessaires pour la police et la justice, d'assurer la sécurité dans le respect de notre État de droit.

Nous ne voulons pas de cette société. Il ne peut pas y avoir de politique de sécurité efficace sans faire vivre en actes les valeurs de la République, de liberté, d'égalité et de fraternité permettant de rassembler le peuple de France dans sa diversité.

Les prochaines jours, le débat dans le pays et au Parlement devra défendre l'essentiel : la République, notre démocratie et nos libertés.

Nous appelons ainsi toutes celles et tous ceux qui sont attachés à ces valeurs constitutives de notre identité de gauche à participer à la grande manifestation nationale, samedi 30 janvier à 14 heures place de la République, pour dire stop à la déchéance de la nationalité, stop à l'état d'urgence, oui à la démocratie.